

Il y a bien d'autres passages que je pourrais citer, mais je pense en avoir assez dit pour établir mon premier point. Une question bien fondamentale est en jeu. Je ne peux pas affirmer que j'ai raison, pas plus que n'importe quel autre député, parce que je ne le sais pas. Tout ce que je sais, c'est que depuis 30 ans, les conseillers du gouvernement ont toujours tort. Il suffit de songer à ce qui est arrivé à Walter Harris, à Donald Fleming et à Mitchell Sharp. Il suffit de penser à ce qui est arrivé à ce pauvre Benson.

M. Railton: Ou ce qui est arrivé à Joe Clark.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Il suffit de voir ce qui est arrivé à Donald Macdonald et à John Turner. Il suffit de songer à ce qui arrive maintenant à quelqu'un de très bien, le ministre des Finances actuel, qui fait des déclarations absolument épouvantables à la Chambre. Le député de Don Valley a affirmé que le ministre avait perdu la confiance du public en disant de telles choses, mais c'est encore pire que cela. Parce que depuis dix ans le premier ministre (M. Trudeau) dit quelque chose et fait le contraire, le peuple canadien n'a plus confiance en lui. Pas plus d'ailleurs qu'il n'a confiance dans son entourage. Il va les laisser tomber.

Oh, ces pauvres députés de Toronto! Je les plains. Il n'y a rien à faire quand toute une ville décide qu'elle ne peut plus faire confiance au premier ministre. Tous les candidats libéraux, bons ou mauvais, vont y perdre la tête. Il n'y aura pas lieu de s'en réjouir car, étant des êtres humains, nous n'aimons par voir quelqu'un rejeté sans que ce soit par sa faute. Cependant, qu'on ne vienne pas nous reprocher quoi que ce soit à la Chambre simplement parce que nous demandons à examiner le problème de manière que les renseignements obtenus nous permettent de prendre une meilleure décision.

Nous savons que le gouvernement est fini. Il s'accroche au pouvoir parce qu'il n'a ni la force ni le courage de se liquider lui-même. C'est un mort vivant. Il est trop gras pour se battre, trop effrayé pour fuir. La peur le paralyse. Si je poursuis plus longtemps dans cette veine les gens croiront que je suis le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie).

Je tiens à préciser une chose. Au début de l'automne dernier, le chef du parti conservateur a déclaré à Vancouver que si les Canadiens devaient concurrencer les Américains sur le plan individuel, les taux d'impôt devraient être les mêmes. Quelques semaines plus tard, à l'occasion des élections complémentaires, il a déclaré que si nous formions le gouvernement il aimerait rendre déductible pour fins d'impôt sur le revenu, comme le fait aux États-Unis, les taux d'intérêt sur les hypothèques et les taxes municipales. Tout Toronto se mit à hurler. Les journaux, les pontifes, les fonctionnaires et bien sûr les candidats libéraux protestèrent à l'unisson, voyant là une chose terrible. Et quand vint le temps de voter, la moitié favorisèrent les conservateurs. On avait compris le message. Les ministériels n'ont pas encore compris cela.

Notre chef avait annoncé qu'il réduirait les impôts pour favoriser l'économie. C'était aussi un mode d'équilibre budgétaire. Quand on réduit les impôts en période de chômage et de

Le dollar canadien

sous-production, cela favorise l'emploi, les rentrées fiscales augmentent et le budget s'en ressent. J'aimerais citer un passage en manière de conclusion.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je dois interrompre le député. Je lui ai même accordé une minute supplémentaire. Son temps est écoulé. La Chambre permet-elle au député de terminer.

Des voix: D'accord.

M. l'Orateur adjoint: Le député de Westmount (M. Johnston) demande la parole. Je dois la lui accorder.

M. Donald J. Johnston (Westmount): Monsieur l'Orateur, j'ai peut-être mal compris le but du débat d'aujourd'hui. J'ai patiemment attendu, depuis 3 heures, qu'un député de l'opposition avance des idées. Je participais à la réunion du comité où l'on a interrogé le gouverneur Bouey. En fait, je l'ai moi-même interrogé. Un certain nombre de députés de l'opposition qui sont ici ce soir l'ont fait également.

Nous n'avons nullement besoin de défendre ici aujourd'hui la politique du gouvernement et du gouverneur de la Banque du Canada. Tout le monde la connaît. On l'a expliquée maintes fois. Je pensais qu'aujourd'hui on nous proposerait au moins un embryon d'idée afin que nous puissions discuter d'une politique de rechange. Je n'ai rien entendu de tel.

J'ai écouté M. Gillies...

Des voix: A l'ordre.

M. Johnston (Westmount):... un économiste professionnel, attaquer personnellement le ministre des Transports (M. Lang). Je l'ai entendu s'en prendre au ministre des Finances (M. Chrétien). Il a déclaré que ce dernier était le pire qu'ait jamais eu le Canada...

M. Gillies: C'est un euphémisme.

M. Johnston (Westmount):... que nous sommes en pleine crise économique...

M. Gillies: C'est vrai.

M. Johnston (Westmount):... et que, sauf sur la Colline, personne n'accorde le moindre crédit au ministre des Finances.

M. Gillies: C'est vrai.

M. Johnston (Westmount): Je suis souvent ailleurs qu'ici. Il me semble que les personnes à qui je parle ne pensent pas du tout ainsi.

M. Gillies: Ni l'une ni l'autre?

M. Johnston (Westmount): Je pense que les conservateurs se parlent entre eux, tandis que les libéraux parlent à la population.

M. Gillies: Les seuls libéraux que nous puissions trouver sont sur la Colline.

M. Johnston (Westmount): Les seules idées exprimées par des députés de l'opposition viennent de McLeod Young Weir et M. McLaughlin. M. Gillies n'a cité personne de façon précise.